

APPEL pour un Moussem de l'immigration et de la Tricontinentale

Depuis plusieurs décennies, un vent mauvais souffle sur notre planète et en France avec des conséquences dramatiques, notamment sur les peuples des pays d'où nous (ou nos parents) sommes originaires. Les immigré(e)s et leurs enfants, qu'ils soient français ou non, en sont touché(e)s de plein fouet.

Sur le plan international la multiplication des guerres - de type néocolonial- pour le pétrole et le pillage des matières premières stratégiques, conduit au chaos géopolitique et à l'éclatement de nations entières, à des centaines de milliers de réfugié(e)s, de déplacés (dont 49 millions d'enfants qui errent, d'après l'UNICEF), de migrants qui risquent leurs vies pour le droit à... la survie ! Jamais notre monde n'aura été aussi scandaleusement générateur d'inégalités.

Ces inégalités scandaleuses et ces guerres dites de civilisation ont nourri et entretiennent des forces de la terreur comme Daech, qui prétendent faussement s'y opposer.

Un nouvel ordre colonial se met en place avec l'accaparement des terres des paysans par de grandes entreprises, la dette financière ou écologique, le brevetage du vivant, l'occupation de territoires comme la Palestine, le maintien de situations coloniales et le déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme le peuple kurde, ou comme le blocage d'une solution pacifique du conflit du Sahara occidental. En ce qui concerne la France, le colonialisme perdure en Kanaky, Polynésie, Mayotte, Guyane, Réunion, Martinique ou Guadeloupe, ainsi que le néocolonialisme dans le cas de la Françafrique, avec le maintien des bases militaires françaises ou du Franc CFA.

Le monde est dirigé par le capitalisme financiarisé et les Etats qui le portent au prix de la paupérisation des peuples de la Terre.

Sur le plan national, nous connaissons tous et trop les discriminations devenues ségrégatives mises en œuvre partout : dans les quartiers et les cités, des contrôles au faciès de la police, à l'embauche, à l'encontre des «chibanis(a) », des centaines de cheminots de la SNCF, des mineurs des Houillères, de ghettoïsation de populations entières, du droit de vote des étrangers mainte fois promis, jamais accordé.

Simultanément, nous assistons également à une offensive idéologique inédite depuis plusieurs décennies. Des débats sur l'« identité nationale » à celui sur le « Burkini » en passant par celui sur la « déchéance de la nationalité », par les discours sur nos « ancêtres les gaulois » ou sur « les Roms n'ont pas vocation à s'intégrer », etc., une même logique se dévoile : celle d'un racisme explicite décomplexé masqué par les thématiques de « l'identité », de la « laïcité », du « droit des femmes » qui seraient menacées par l'immigration, par les réfugiés, par les musulmans, etc. Nous sommes bien en présence de la construction d'un « bouc émissaire » servant d'écran à la régression sociale et à la précarisation généralisée qui se met en place pas à pas.

C'est pourquoi, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Tricontinentale qui a été un moment d'espoir pour les générations de nos parents et de nos grands-parents, des peuples du monde, nous voulons transmettre la pensée rebelle et le souffle qu'elle nous a légués.

Les signataires (collectifs et individuels) appellent à l'organisation d'un « Moussem-festival de l'immigration et de la Tricontinentale » les 6 et 7 janvier 2018 à Gennevilliers. Il s'agit de bâtir en commun un festival populaire ambitieux alliant la richesse des cultures et des arts dans leurs particularités d'une part ; des forums d'échanges et de débats sur la situation actuelle de nos luttes et de nos résistances d'autre part. Des prises de position forcément plurielles et communes à la fois, sont à l'ordre du jour plus que jamais pour une visibilité sociale et politique des questions qui nous concernent et dont nous refusons d'être que des enjeux.

A travers des initiatives et des mobilisations locales ou/et nationales, nous avons quatre mois pour créer les conditions et les dynamiques d'un moment massif qui marque notre refus de l'inégalité. Une telle ambition est possible, elle est nécessaire. Le succès dépend de chacun(e) d'entre nous pour la mobilisation du plus grand nombre, pour faire de ce festival-Moussem un moment de la construction d'un grand mouvement pour la justice, l'égalité des droits, et le droit à l'égalité.

Ce « Moussem-Festival » est organisé par l'ATMF et le FUIQP

Premiers soutiens : CEDETIM-IPAM, Sortir de colonialisme, Fondation Frantz Fanon , PIR

Contact : national@atmf.org ou festival67janvier@orange.fr

